

# **ALARME**

ORGANE DU **F**ERMENT **O**UVRIER **R**EVOLUTIONNAIRE EN **F**RANCE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSONS NOUS !

SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES, LA PRODUCTION DE GUERRE

LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE

ARMES POUVOIR ECONOMIE AU PROLETARIAT

## **GAUCHE, DROITE**

## **DROITE, GAUCHE**

## **LE PROLETARIAT**

## **ENCAISSE !**

# VOTER C'EST CHOISIR SON OPPRESSEUR!

Et hop! c'est reparti, encore un tour aux urnes (y-noires). Tous égaux devant la loi, uniquement conviés à nous isoler afin d'élire les représentants des collectivités locales. Paradoxe de la démocratie moderne, soupirent les philosophes nouveaux comme la dernière lessive qui délave plus vite. Cette opération est d'autant plus importante qu'il s'agit là d'une véritable manifestation de la Démocratie.

En effet les présidentielles ou les législatives sont des élections totalement "politiques", et puis "c'est forcément les gros, ceux qui ont des sous, qui peuvent s'y exprimer". C'est un cadre restreint : gauche-droite pour les intérêts de la Nation, entité qui nous dépasse nous, malheureux citoyens.

Par contre, lorsqu'on élit son Maire, on élit quelqu'un qui est proche de nous n'est-ce pas, qui fait partie de notre collectivité la plus chaude, la plus intime. Il connaît bien nos véritables problèmes, lui qui n'est pas arraché à nos soucis par ceux de la Nation. Lui sait comment assurer la sécurité des honnêtes gens et il magouille sibien sur la propriété foncière que c'est une honte qu'il n'ait pas encore eu la légion d'horreur.

Mais voilà, la "politique", qui ronge tout, détruit l'ordre des choses et construit le "bon vieux temps", s'est emparée des ces élections qui sentaient si bon le terroir et le fumier. Voici que les gauchistes y entrent en lice avec les ~~politico~~-suivistes de choc du P"C"I" qui baisent les pieds des députés de gauche pour qu'ils respectent leur mandat. Ils constituent peut-être la fraction la plus résolue de la répression anti-prolétarienne (après le P"C", comme de bien entendu). En effet, ce qu'on a pris dans la gueule depuis 2 ans ne leur suffit pas, ils veulent nous en faire baver d'avantage et accusent de mollesse et de couardise les députés de la majorité.

Il y a aussi la ligue du pitoyable Krivine, qui appelle à voter à gauche au 2ème tour et LO qui accuse gravement Mitterand d'être comme Giscard, ce que l'on savait depuis longtemps et même à titre personnel puisqu'il avait déjà été au pouvoir (entre autres fredaines il a donné les pleins pouvoirs à la police en Algérie, en 56). LO tente de masquer ses furoncles petites-gentesques et ses pustules nationalisations-victoriesques en prônant une abstention sans risque au 2ème tour. Quelle ingratitude après avoir aidé la gauche à gagner les précédentes élections; ce retournement typique du stalinisme peut être inscrit au livre des records, à la rubrique "cynisme".

De l'autre coté, (à droite quoi!) ça glapit, cancanne et couine que la France est perdue, que ses entreprises n'entreprennent plus et que les travailleurs (nom de dieu!!) ne sont plus défendus mais qu'eux, ils n'auraient jamais fait "ça" (comme si ces boufres baudruchissants s'en étaient privés!) aux salariés dont ils sont d'ardents défenseurs (encore..!).

Ils sont d'accord : la gauche gère mal le pays et ne défend pas assez les travailleurs. Voici l'occasion de changer de gestion! Votez et vous aurez de nouveaux gérants et de nouveaux défenseurs. Ils nous défendront de nous battre pour et par nous-mêmes, en usant d'une répression violente et ce, au nom de la démocratie : le résultat des élections populaires que tout électeur reconnaît valable, au moins implicitement.

La gauche quant à elle, perd bien quelques plumes dans ces élections, mais continue allègrement son petit bonhomme de chemin : Sécu, cnômage, logement, flicage, mensonges et violence, appels aux vieux mythes (Barbie) et réformes pourries (retraite à 60 ans) qui ne sont que de nouvelles attaques déguisées en miettes royalement octroyées. On nous bassine avec l'ancien régime et son héritage en peaux de banane. La gauche montre clairement qu'elle sait, tout comme ses prédécesseurs, pratiquer la "rigueur", l'austérité - surtout pour ce qui est du budget de la police et de l'armée. Elle use de la confiance que les travailleurs lui portent encore, soupennue à fond par les syndicats. A ce propos, si les syndicats peuvent mener ou menacer le gouvernement, ces derniers les menace aussi de représailles (réduire les juteux avantages octroyés depuis le 10 Mai pour veiller au grain et ceintu-

rer les prolétaires qui se rebelleraient) s'ils ne sont pas capables de maîtriser la colère des prolétaires lorsqu'elle surgit. Ils sont bel et bien complices !!

Jusqu'à présent la gauche a réussi dans son rôle de gestionnaire direct du Capital, invalidant pratiquement la thèse selon laquelle elle ne peut gérer le Capital, mais seulement accéder au pouvoir pour réprimer la lutte du prolétariat. La gauche est une faction comme une autre du capital; c'est-à-dire qu'elle a ses spécificités - une tendance plus marquée à l'étatisation - mais qu'elle ne remet pas en cause, même formellement, le fonctionnement du capitalisme, elle n'est pas une fraction réformiste du capital. Ce sont au contraire les poussées prolétariennes qui empêchèrent la gauche de gérer correctement l'économie nationale et c'est par sa gestion impitoyable qu'elle mate aujourd'hui les réactions ouvrières. Ceux qui soutinrent mordicus la thèse de la gauche mauvaise gestionnaire et ne pouvant prendre le pouvoir que pour arrêter un mouvement de classe, en furent d'ailleurs réduits à bafouiller sur les "accidents de l'histoire" (désormais non remboursables par la Sécu : attention au prochain !).

Le résultat des élections ne change rien à la nature des forces en présence, défenseurs de la gestion démocratique du capital dans leur ensemble. Il n'y a (et il n'y aura) pas plus ou moins de réforme ou de réaction. Le Capital est un rapport social et ne saurait être réactionnaire par rapport à lui-même, en soi; il n'est réactionnaire que par rapport à un autre rapport social : le Communisme. Aussi les municipales sont, comme n'importe quelle élection, une affirmation démocratique de la dictature du Capital. C'est le renouvellement sans grande importance d'un certain nombre de gestionnaires de la collectivité du capital au niveau local.

C'est le flicage à la base et à la carte (magnétique!). Et grâce à la gauche, c'est la "réinsertion par le Travail", on appelle aussi ça le bagne ou le camp de concentration : "Arbeit macht frei". C'est à cette échelle que s'opère le repérage - la délation - des "inadaptés", des irrécupérables pour ce système pourri, leur ratissage et leur neutralisation. Elire des "responsables" (locaux ou autres) c'est choisir son kapo; matraque cloutée ou à injection électronique, nous n'avons pas à donner la moindre valeur à un choix qui n'existe pas. Voter, c'est choisir son oppresseur, reconnaître son exploitation-aliénation.

L'abstention représente certes l'indifférence, le dégoût, voire l'hostilité à tout ce cirque et à ce qui le sous-tend, mais elle reste encore enchassée dans l'alternative "bon ou mauvais citoyen", "actif/passif". Nous ne sommes pas des citoyens mais des prolétaires, et en tant que tels nous savons que nous n'aurons que ce que nous saurons gagner ~~en~~ nous battant par et pour nous-mêmes, contre tous les flics, sauveurs, élus et autres racailles investis démocratiquement d'un pouvoir aberrant sur notre vie.

Nous n'avons pas à nous "abstenir" de la démocratie et de ses manifestations les plus spectaculaires, mais à combattre la dictature du capital, pour ne pas se laisser écraser par elle, alors que nous (le mouvement com-



muniste) sommes encore si faibles, pour renforcer notre conscience, prendre conscience de notre force, pour enfin détruire cette dictature, faire table rase de ce vieux monde décadent.

# LIBRES... DE NOUS FAIRE EXPLOITER !

Après la victoire de la gauche le 10 mai 1981 au présidentielle et après la victoire de cette même force au législative 1 mois plus tard, le peuple de France et de Navarre a eu droit à de nouvelles élections pour élire ses représentants au niveau municipal. Cette fois-ci ce que l'on appelle alternance, démocratie ou plus intelligemment farce électorale a donné une claque aux dites forces de gauche. Comme nous l'avions déjà dit dans d'autres articles, l'important dans tout cela est résumé par une métaphore sportive "droite, gauche, gauche, droite, le prolétariat encaisse !". Donnons-en pour preuve les leit-motifs de cette bande de politicards dont toute personne sensée est en droit de s'interroger sur ce qui fondamentalement peut bien les différencier.

Toutes les tendances offrant leurs bons et loyaux services à la nation a travers leur candidature aux élections nous assènent les mêmes ritournelles, France, nation, économie nationale, justice sociale, solidarité nationale, unité nationale, crise économique, civisme, responsabilité, lutte anti-chômage, lutte anti-inflation, sécurité, démocratie et même le mot etcétéra qu'elles nous donnent elles-mêmes en prime pour arrêter la longue liste du pauvre vocabulaire ordurièrement réactionnaire des Gestionnaires du capital, qu'ils s'avouent la tête haute capitalistes ou bien hypocritement communistes ou socialistes.

C'est sur la gestion du capital que tous ces braves démocrates polémiquent en fait et de fait entre eux tantôt avec emportement (il en va de leur intérêt et de leur politique), tantôt calmement (il faut se montrer respectueux des opinions d'autrui). Ce qui chez les gens sensés est cause suivant les cas, les états d'âmes et le moment d'un baillement majestueux ou d'une envie de tout casser.

Le spectacle macabre qui nous est offert par télévision, radios et journaux interposés, s'évertue à longueur de journée à nous montrer les différentes façons de gérer notre exploitation. A nous de choisir en déposant un papier dans une boîte. C'est ça la démocratie! Chacun est libre... libre de se faire exploiter. Pour ceux qui n'accepteraient le saint bèlement du verdict démocratique, l'Etat fort parceque démocratiquement élu vous fera connaître de plus près de quel bois se chauffent ses centurions mercenaires communément appelés sales flics !

Il est cocasse de remarquer, et nous sommes d'autant plus cocasses que nous le signalons, que ce sont toujours les mêmes, qu'ils votent ou qu'ils ne votent pas d'ailleurs, malgré l'alternance droite gauche, qui ont à se frotter aux matraques démocratiques de la flicaille des élus du peuple ! Le pourquoi est simple. Tant qu'existera le capitalisme il y aura opposition entre travail et capital. Lorsque cette opposition ou lutte de classe malgré le chloroforme syndical se manifeste plus ou moins intensément, quelque soit la tendance politique se chargeant de la gestion et de l'orchestration de l'exploitation de l'homme ; lorsque cette opposition inévitable parcequ'inhérente au système transcendée par la force du mouvement lui-même s'oppose à tout de qui empêche son déroulement, alors le langage démocratique ne suffit plus, alors les bonzes syndicaux ne suffisent plus, alors la répression la plus bestiale est nécessaire, et ceux qui ont osé s'affronter à la légalité de l'exploitation qui ne

reconnait comme valable que les manifs-processions, les non-grèves syndicales, ont l'honneur de se frotter à "l'infanterie, cavalerie, artillerie" synonyme de "liberté, égalité, fraternité". C'est cette même démocratie que toutes les forces acceptant le jeu électoral, de l'extrême droite à l'extrême gauche, honorent, exaltent, défendent humblement, les plus radicaux eux se cachent hypocritement, sous-couvert d'une tradition révolutionnaire, jetée en fait dans les oubliettes, derrière le paravent "du moindre mal". Que ces messieurs de l'extrême-gauche relisent les textes révolutionnaires du 19ème siècle féroce-ment anti-démocratie bourgeoise et anti-proclamation des droits de l'homme. En les relisant, ils ne pourront pas dire qu'ils sont l'oeuvre de sectes ultra-gauchistes, ce sont ceux-là même qu'ils revendiquent qui les ont écrites. De plus c'était au 19ème siècle, nous sommes à la fin du 20ème siècle, espace de temps comprenant de nombreuses pratiques prolétariennes et donc autant de possibilités d'affinement de la théorie anti-capitaliste.

Si aujourd'hui en 1983, alors même que le capitalisme domine mondialement, il fallait considérer le droit électoral comme progressif dans certains secteurs "arriérés" et la démocratie bourgeoise comme un moindre mal sur la totalité du globe, autant faire comprendre dès maintenant aux tribus amazoniennes qu'il est temps, pour accélérer !!! le processus vers le communisme, qu'elles passent par les étapes nécessaires du féodalisme ou de l'exslavagisme. Cela peut paraître excessif, mais telle est la compréhension éminemment dialectique des sous-produits de la contre-révolution russe.

Dans le domaine économique (nous ne séparons le politique de l'économique que pour une meilleure clarté de nos idées) ces mêmes forces montrent clairement malgré leur phraséologie souvent mensongère leurs aspirations pro-capitalistes. En effet, comme toujours dans ces polémiques entre "spécialistes" le bon bougre assiste à une partie de ping pong interminable où chacun se renvoie la même balle chargée de chiffres et de statistiques souvent différents.

35 h possible ou impossible ?

Le smic à 5000 f possible ou impossible ?

6 semaines de congé payés possible ou impossible ?

Pour prouver tout cela, ces messieurs nous gavent de démonstrations où s'entremêlent commerce extérieur, balance de paiement, déficit budgétaire, déficit extérieur et le tutti quanti de la bonne ou mauvaise gestion de l'économie nationale.

En fait la vraie problématique est la suivante : comment exploiter de la façon la plus avantageuse ceux qui créent directement ou indirectement la richesse sociale ? Comment accumuler le maximum de capital par l'extorsion la plus fructueuse de plus-value ? Et ce dans une situation de "crise économique mondiale" comme ils disent hypocritement pour bien nous faire comprendre qu'il faut se serrer la ceinture et ne pas trop en demander.

Voilà le tableau que nous devons refuser que l'on comprenne ou non ce qui y est écrit car c'est avec notre sueur, notre angoisse ou notre sang qu'il est rempli. Si nous voulons en finir avec leur alternative qui aboutit au même résultat, nous ne devons tenir compte que de nos intérêts par dessus et contre les divisions qui nous sont imposées : nation, race, sexe, nationalité... afin de renouer avec l'union grandissante et consciente du prolétariat contre le capitalisme mondial qui entrave le libre développement de l'humanité.

# COMMUNISME CAPITALISME CRISE ECONOMIQUE

Lors du sommet de Versailles qui a réuni les principaux dirigeants du bloc occidental, le président français a proposé une mobilisation sans précédent du capital en vue de réussir la " 5eme révolution " industrielle (utilisation accrue des sciences et des techniques actuelles) et de sortir d'une prétendue crise économique. Voilà donc une révolution qui prétend nous faire sortir d'une crise "économique".

Voilà quisuggère plusieurs questions : quelle est cette époque où les "révolutions" s'accumulent aux dires des différentes bureaucraties, et où jamais nous, prolétaires, n'avons été à ce point exploités, écrasés, abrutis ? Quelle est cette époque où chacune de ces révolutions nous enfonce, renforce les chaînes de notre exploitation, n'entraîne pas de progrès social historiquement et ronge celui existant ?

La révolution sociale, la révolution prolétarienne, a-t-elle pour but de sortir d'une crise économique du capitalisme ? A-t-elle pour raison d'être une crise économique ? A-t-elle pour raison d'être des conditions qui ont trait au capitalisme en fonctionnement defectueux (cas de la crise économique), ou alors qui ont trait directement au capitalisme en tant que système social ? La seconde hypothèse est celle qui nous semble exacte.

Ceux qui parlent de faillite de la "gauche", emploient-ils ce terme parceque d'après eux la "gauche" ne pourra pas sortir l'économie nationale de ce qu'ils appellent eux crise économique ? (c'est-à-dire que pour eux elle ne saurait stopper l'inflation, diminuer le taux de chômage, baisser les horaires, ne pourrait rien "céder" au prolétariat) Ou la faillite de la gauche n'est-elle qu'un des aspects d'une faillite sociale , d'une décadence du capitalisme, et cela indépendamment de l'existence d'une crise économique irréversible ?

Ce qui entre autre caractérise l'homme parmi les êtres vivants c'est sa capacité à créer des outils pour le travail dans son environnement. Paresseux et intelligent il se dota peu à peu des moyens nécessaires à sa survie en essayant de fournir le moindre effort pour une satisfaction maximale de ses besoins.

Alors que l'homme primitif avait déjà besoin de ~~changer~~ modifier son environnement naturel ou tout au moins d'influer sur lui pour le dominer et ne pas être dominé par lui, il ne pouvait le faire que dans une très faible mesure, car il ne disposait que de moyens limités par son degré de développement social. Aujourd'hui est à l'ordre du jour une modification radicale, par la grande masse de la population, de l'environnement social, et en conséquence, dans une certaine mesure de l'environnement <sup>naturel</sup> qui est détruit par les moyens créés par l'homme et utilisés de façon barbare. L'environnement, ce que nous appelons aujourd'hui les facteurs objectifs, était alors complètement déterminant face à des conditions subjectives aussi primitives que l'homme était primitif. Les conditions objectives créaient presque à elles seules d'autres conditions objectives. Mais des moyens, des outils, aussi primitifs qu'ils fussent, exerçaient sur l'homme, sur son évolution, une action en retour; ils permettaient la construction d'outils un peu moins primitifs. Ils permettaient à l'homme d'avoir une meilleure productivité, d'intervenir toujours un peu plus dans le développement de l'environnement naturel, de se développer en tant qu'homme, dépassant toujours l'état antérieur.

Les nouvelles conditions objectives créées, étaient le fruit, et des conditions objectives précédentes, mais aussi et toujours plus, des conditions subjectives (émanation directe de l'être pensant), conscience de l'homme de ses nécessités, de ses besoins. L'évolution humaine va de pair avec la progression de l'importance des conditions subjectives dans l'évolution des conditions de vie de l'être humain. Et cela à tel point aujourd'hui, que la solution du problème du devenir humain, communisme ou décadence accentuée repose maintenant entièrement sur les conditions subjectives, les conditions objectives, elles, étant déjà réunies. Ces conditions étant réunies du fait de l'évolution historique qui s'est opérée (nous n'émettons aucun jugement de valeur, c'est une constatation) par la société divisée en classes sociales. Le moteur de cette évolution ayant été la lutte qu'elles se livrèrent. Nous en sommes arrivés au point où barbarie et système de classes quels qu'ils soient peuvent être supprimés. L'humanité elle-même le réclame sous peine de périr avant même que la nature elle-même s'en charge.

" Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, en ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mûes jusqu'à alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves... Alors s'ouvre une époque de révolution sociale...

Ajoutons à ceci pour compléter cette citation de Marx, une autre de ses belles phrases :

"La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que par conséquent, des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué..."

( III<sup>eme</sup> thèse sur Feuerbach )

Dans les conditions où nous sommes, le progrès humain dépend uniquement de la réalisation de conditions subjectives (conscience prolétarienne) que des dizaines d'années de domination stalinienne ont quasiment anéanti. Ce n'est donc pas un ensemble d'organismes réagissant à une situation de pénurie, qui constitue la force révolutionnaire, mais bien une classe précise, consciente au moins en minorité des tâches à accomplir : le prolétariat, qui occupe une place précise dans les rapports de production (et non pas hors de ces rapports, comme ce serait le cas avec une crise économique, pour une grande partie du prolétariat), et qui est susceptible de réagir contre cette situation au sein de ses rapports.

/Les premiers ont existé depuis la nuit des temps et n'ont jamais été à mêmes de construire le communisme. Voir en eux la force révolutionnaire, c'est se tromper de bouleversement social. Un tel ensemble d'organismes pourra tout au plus, canalisé par des forces capitalistes conscientes, elles, remettre le capitalisme en fonctionnement non défectueux, en cas de crise économique de ce dernier. Ils n'ont jamais été porteur du progrès social, humain, c'est au contraire certaines classes, vu la place qu'elles occupaient dans les rapports de production, vu le développement des forces productives, qui étaient porteuses d'un certain progrès social pour un temps. C'est entre autre ne pas saisir que ce qui est à la base de la conduite d'éléments accomplissant la révolution des révolutions, possible aujourd'hui grâce à une longue évolution faite de bouleversements, obéissant à des nécessités historiques, voulant transformer l'environnement social, et agissant par là même quantitativement et qualitativement de manière amplement supérieure à ce que pourrait faire de simples organismes, ne peut être réduit à des nécessités physiologiques.

En cas de pénurie, les prolétaires non influencés préalablement par des forces révolutionnaires, ne réagissent pas en tant qu'être conscient exploité, mais en tant qu'être biologique affamé, ces derniers ne visent pas à construire le communisme, mais à manger. Ainsi les conditions objectives de la révolution communiste, loin d'être une situation de pénurie quelconque, situations qui ont déjà existées dans les siècles précédents, sont donc :

. Des outils (forces productives) plus que suffisamment développés pour une modification radicale de l'environnement social, pour une organisation communiste de la société, ce qui est amplement le cas depuis le début du siècle.

. Une force sociale, occupant une place précise dans les rapports de production, luttant pour ses intérêts, qui est capable d'en finir violemment avec le capitalisme et d'ouvrir la voie au communisme, c'est le cas du prolétariat. Ce dernier l'ayant prouvé par la vague révolutionnaire de 17 (Russie) à 37 (Espagne) qui a été finalement écrasée principalement par le stalinisme.

Ces conditions existent, le capitalisme n'a donc plus aucune raison d'être puisqu'il a développé les armes qui peuvent le détruire révolutionnairement. A partir de là, sa survie est complètement nocive pour le prolétariat. La croissance économique peut s'accélérer, les "révolutions" industrielles peuvent se succéder, nous serons toujours plus exploités, plus appauvris relativement au produit social, plus abrutis ...

La faillite de la "gauche" (en réalité il n'existe plus de gauche, car il n'existe plus de forces capitalistes plus progressives que d'autres) ne se démontre pas à l'aide de graphiques économiques concernant inflation, chômage, temps de travail, mais elle est incluse dans la faillite, dans la décadence d'un système qui même s'il résorbe dans une certaine mesure ces questions là, sera tout autant sans raison d'être. Sinon il faudrait admettre que si inflation et chômage étaient quelque peu résorbés, que si le temps de travail diminuait quelque peu, alors la révolution sociale ne serait plus à l'ordre du jour, le capitalisme pouvant faire profiter le prolétariat et la société de ses "bienfaits", pouvant encore céder etc... Il est si bon de se faire exploiter en pleine croissance !



Si le fonctionnement défectueux du capitalisme (cas de la crise économique) constitue les bases objectives et non simplement un facteur possible à une réorganisation sociale, cette réorganisation sociale ne peut être le communisme, elle est tout simplement la remise en marche pour le fonctionnement non défectueux du capitalisme. En effet la seule condition objective de la destruction d'un système c'est l'existence de ce système. La crise économique n'est donc pas la condition sine qua non du communisme. Ce qui constitue historiquement la base objective du communisme c'est le capitalisme en tant que système social et non point les aléats de son économie, cas de la crise de surproduction même si on la veut définitive, pour prouver la caducité du capitalisme. Crise économique où de plus les rapports au lieu d'être limpides sont voilés ne serait-ce que par l'énorme masse (supérieure à celle qui existe aujourd'hui mondialement) rejetée hors de la production elle-même, et prête par là même à suivre toute solution lui permettant de survivre au lieu de crever purement et simplement.

" ... D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi même n'avons jamais affirmé davantage. Si ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure -les formes politiques de la lutte de classe et ses résultats, -les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc, -les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses, et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards. Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique, serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré."

(Engels à Joseph Bloch, 21 Sep 1890)

La restructuration économique, sur laquelle ont travaillé récemment des spécialistes à Versailles, ne peut nous intéresser, nous, prolétaires, car elle se fera sur notre dos. Nous en serons les victimes.

Notre action révolutionnaire ne dépend pas de l'existence d'une crise économique, qui, si elle existait actuellement aurait pour conséquence, vue l'état des forces révolutionnaires, de voiler le problème fondamental, et donc de nous plonger dans une époque encore plus noire du point de vue révolutionnaire. C'est la racine même du capital qu'il faut combattre. C'est elle qui est néfaste.

# syndicats kaka

M.Barre : "le danger tient moins à la force des syndicats qu'à leur faiblesse ."

L'ex-premier économiste de FRANCE, libéral à toute épreuve, démocrate depuis toujours, fort de la respectabilité de son pays dans le monde, vient d'exprimer ce que tout bon gestionnaire du capitalisme à l'Ouest sait depuis longtemps.

Que signifie cette phrase et dans quel contexte est-elle émise ?

Premier point:

La France est ce que l'on appelle dans tous les livres scolaires une démocratie parlementaire dont les élus sont l'émanation de la volonté populaire, du responsable local jusqu'au président de la république.

Deuxième point :

Comme partout ailleurs, son économie repose sur l'exploitation de la force de travail du pauvre quidam qui n'a que ça à vendre pour survivre .

Troisième point :

Malgré l'apparente légitimité du pouvoir -qu'il soit de droite ou de gauche d'ailleurs - choisi démocratiquement par l'esprit civique de la population, le quidam cité au point 2 est amené, en dépit de tout, à protester car tout ne va pas si bien dans le meilleur des mondes.

Quatrième point :

De même que des lieux où il peut déféquer sont mis à sa disposition, notre Homo sapiens sait qu'il en existe d'autres où il peut sagement poser civiquement ses problèmes.

Cinquième point :

Etat, Syndicats, Patronnat, bien que très rarement d'accord, sont des partenaires sociaux. Le premier doit tenir compte de l'intérêt national ; quant aux deux autres, ils sont censés exprimer le mécontentement des catégories sociales qu'ils sont seuls à représenter, toujours dans ce même intérêt national.

Sixième point :

Seul le respect de tous les points précédemment cités permet au mécanisme de fonctionner.

Observation :

Si notre bon quidam ne va pas là où il doit aller, c'est comme s'il ne va pas aux toilettes pour chier. IL FOUF LA MERDE !

CONCLUSION :

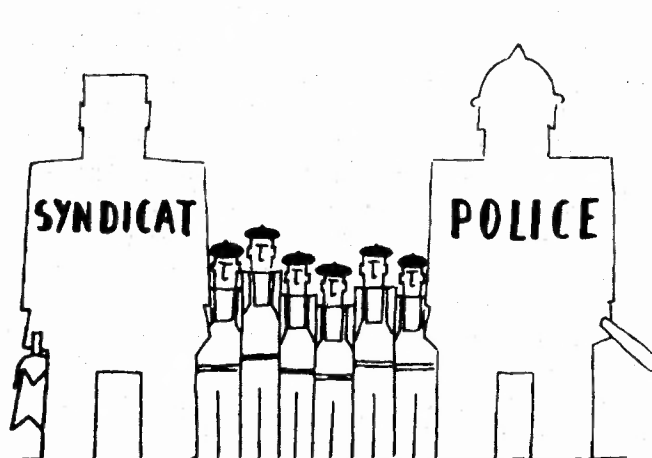
Barre a raison. Un système qui traite le bon quidam (qui le fait vivre) en nauséabonde créature à qui l'on doit octroyer plusieurs déodorants ("Odeur d'élection", "fraîcheur syndicale",...), risque un jour que le bon quidam n'utilise plus ces déodorants et qu'il s'aperçoive que la puanteur émerge du système lui-même, et que finalement il tire la chasse pour évacuer la merde.

# RENAULT, CITROEN...

Après les événements d'Aulnay et de Renault-Flins, la CFDT est obligée de préciser sa position quant à l'application de la loi Auroux du 4 août 82 sur l'expression "directe" des travailleurs. En effet la toute démocratique CFDT par l'intermédiaire de son secrétaire national Jean Paul Jacquier déclarait le 3/2/83 : "le droit d'expression appartient aux salariés eux-mêmes quelle que soit leur catégorie, et ils doivent l'exercer sans tutelle patronale ou syndicale". Mais un peu plus loin : "la création de groupes d'expression chez Citroen ou chez Renault en période de conflits ne pourrait que durcir la situation en transformant les conflits en match de boxe." Sur la violence la CFDT est également très claire. Passons la parole à Edmond Maire et voyons ce qu'il a dit après les troubles d'Aulnay : "on ne peut admettre la violence dans les relations sociales".

Pour conclure donc, en période de conflit pour la CFDT, l'expression ouvrière indépendante n'est pas viable et elle devra donc céder le pas à l'expression syndicale. Cela en dit long sur les prétendues conquêtes démocratiques chères aux trotskistes, et la CFDT peut même se payer le luxe d'un langage plus démocratique et plus extrémiste qu'eux quand il s'agit en période de désyndicalisation potentielle, de posséder un langage original. Une fois les rangs ouvriers reconquis rien ne les empêche face à un mouvement de changer de langage. Témoin le "camarade" ministre Jean Auroux à propos d'Aulnay : "les coupables doivent être exclus de la collectivité du travail... ces méthodes relèvent de pratiques terroristes et mettent en cause la liberté du travail" et ce malgré avoir auparavant favorisé la concertation avec la CGT responsable.

Il ne s'agit pas pour nous de défendre la CGT, car si nous pensons qu'elle est responsable c'est qu'elle a dans la plus pure tradition stalinienne la capacité d'assumer en la dénaturant la violence ouvrière. De là découle sa position, dans le cadre de la loi Auroux, de mettre en place des délégués de chaîne. Plus perspicace que les autres centrales dans la défense du capital, il s'agit pour elle par l'intermédiaire de ces délégués d'accélérer un processus de conquête du capital d'Etat, tout en démoralisant les ouvriers par la condamnation de la violence après coup. Transformer les ouvriers en mercenaires puis en forçats du capitalisme d'Etat est la tactique chérie des staliniens. De toute manière le droit capitaliste ne peut engendrer que le droit à l'exploitation. Le délire autogestionnaire n'entraîne que le délire de l'auto-aliénation et le délégué de chaîne à la solde de la CGT n'est rien qu'un mercenaire du capitalisme d'Etat. La seule expression directe des ouvriers c'est l'organisation et la violence contre tous les garants de l'ordre capitaliste et donc entre autre la force syndicale.



# ... NON AUX CHIENS DE GARDE DU CAPITAL !

Le deux février la CGT appelait à manifester devant le siège social de Citroen. Les manifestants traversant l'usine pour se rendre à cette manifestation s'affrontent aux partisans de la CSL ou présumés comme tels. Au delà de la vingtaine de blessés, le coup porté par le capitalisme est bien plus fort. Il n'échappe à personne qu'il s'agit d'un affrontement entre la CGT et la CSL. Il ne s'agit pas de pleurnicher sur les conséquences de l'utilisation de la violence mais de montrer qu'il s'agit d'une violence ouvrière dénaturée au profit du capital et de ses défenseurs; les syndicats.

En effet il existe dans l'automobile et en particulier chez Citroen-Aulnay un climat de révolte émanant en grande partie d'ouvriers immigrés qui n'identifient pas leurs intérêts et ceux de l'économie nationale. Bien souvent, avant les incidents, divers débrayages et diverses révoltes violentes contre la hiérarchie éclataient sans consultation avec les dirigeants syndicaux. Mais la CGT n'a jamais condamné ces mouvements et tendait même à les contrôler par l'intermédiaire des délégués de chaîne qu'elle a elle-même institué. On pourrait se demander pourquoi la CGT, quand son allié direct le P"CF est au gouvernement, ne s'oppose pas frontalement à l'auto-défense naturelle des ouvriers. Ce n'est pas bien sûr une question d'opportunisme au sens traditionnellement révolutionnaire, mais bien une question d'opportunité pour le camp stalinien et ses prétentions à la gestion du Capitalisme d'Etat.

Il est nécessaire de rappeler que Citroen est nationalisé, car c'est aussi ce qui explique que la CGT ne peut tolérer en face d'elle aucune fraction capitaliste qui s'oppose comme la CSL à la concentration maximale du Capital dans les mains de L'Etat (la CSL étant un syndicat maison créé par Citroen avant la Nationalisation).

Aujourd'hui la CGT tente d'imposer par tous les moyens sa présence incontestée à la place de la CSL dans les sphères pointues de la direction de Citroen, au besoin en éliminant certains administrateurs trop conciliants vis à vis de l'ancien syndicat maison. En effet Krasuki déclarait le 3/3/83 : "la CGT souhaite que l'ensemble des pratiques de Citroen de ces 3 dernières années soient jugées...". Associés à cette déclaration celle d'Akka Ghazi, secrétaire CGT Aulnay, du 16/2/83 "On veut que Citroen vende toutes les voitures qui sont dans le parc..." et le tout se passe de commentaire sinon celui que cette tactique s'apparente, il est vrai à petite échelle, à celle de la bureaucratie chinoise avec ses purges fréquentes d'administrateurs dits "corrompus".

Assumer la violence en la dénaturant est une tactique des staliniens, et toutes les bafouilles pseudo-extrémistes sur le débordement et ses vertus en soi ne peuvent que désarmer les prolétaires et accroître le processus de concentration du capital. Et les prolétaires d'Aulnay à l'encontre de leur pratique immédiate s'insèrent dans ce processus en s'attaquant à la CSL derrière la CGT et son drapeau. Ils s'inscrivent comme mercenaires sur les listes que leur tendent les caporaux du capitalisme d'Etat. En bons soldats qui ont fait une entorse au règlement, ils doivent aujourd'hui se soumettre à son système répressif et "faire confiance à la Justice française" comme le leur dit le leader CGT Akka Ghazi. Ils n'ont de toute façon fait qu'une entorse au règlement démocratique mais non aux lois du capital et de sa concentration. Et c'est bien pour cela que leurs leaders obtiennent aujourd'hui les circonstances atténuantes mais aussi surtout pour avoir su canaliser la révolte ouvrière

à l'origine (les licenciés bénéficieront d'un stage de formation et d'une embauche ultérieurs).

Ce que ces événements montrent c'est que ni la violence ni le prétendu débordement n'ont de valeur en soi. Ce qu'il faut faire c'est s'opposer à toutes les fractions capitalistes et en particulier aux syndicats.

11-3-1983.

## RETRAITE A 60 ANS: PAS DE VICTOIRE OUVRIERE

Et voilà une nouvelle "conquête des travailleurs". Du gouvernement jusqu'aux syndicats, ils sont unanimes, c'est un progrès social, la classe ouvrière a conquis de nouveaux droits. Or pour conquérir quoi que ce soit, il faut livrer bataille. Peut-on dire qu'aujourd'hui la classe ouvrière livre bataille ? Non, certes non. Lorsqu'elle occupe un terrain, c'est, dans la très grande majorité des cas, un terrain syndical, c'est-à-dire un terrain anti-ouvrier (cf, les syndicats contre la révolution").

Pour l'obtenir cette retraite à 60 ans, il faut avoir sué de la plus-value pendant 37 ans et demi ; misérable société qui, après nous avoir exploité durant les années où notre vitalité était la plus forte, nous place dans l'antichambre de la mort, et nous remplace par une force de travail plus énergique. Du point de vue capitaliste, étant donné que nous sommes fondamentalement considérés comme force de travail, dès que nous devenons retraités, nous sommes considérés comme mort. Et rentrer dans l'antichambre de la mort à 60 ans plutôt qu'à 65 ne constitue pas, à nos yeux, un progrès social. C'est en réalité une exigence capitaliste que de rajeunir et de revivifier les forces de travail achetées. Une preuve à cette dernière affirmation, est que le capitalisme vient d'accorder la retraite à 60 ans, en pleine période de paix sociale, sans aucune pression prolétarienne, sous la seule pression du capital.

Vu l'augmentation de la productivité, il est nécessaire pour le capitalisme de diminuer dans une certaine mesure, la main-d'oeuvre employée. Il s'agit donc de sortir du "monde du travail" une main d'oeuvre moins vive et moins productive, celle des prolétaires les plus âgés. La plupart de ces prolétaires plongent alors dans une angoisse, un ennui, parfois même une honte assez forte. Angoisse de cette vie qui s'en va sans avoir jamais vraiment commencée. Ennui, car habitués pendant 30 à 40 ans, à faire un travail souvent abrutissant et à répéter des gestes généralement machinaux, habitués à créer de la plus-value, nous pouvons être amenés, lorsque nous ne sommes plus exploités directement, à ressentir un grand "vide intérieur", à avoir du mal à trouver une nouvelle occupation. Ce qui fait que certains attendront 65 ans plutôt que 60, pour se mettre à la retraite (des motivations directement pécuniaires entraînent souvent un recul de l'échéance). Honte enfin, car l'image de l'homme qui nous est présentée, à nous prolétaires, est l'image d'un homme qui travaille sagement, qui se fait exploiter, qui ne se réalise en tant qu'homme, qui n'est fier, que lorsqu'il est soumis et rabaissé à l'état de marchandise. Il s'en suit que lorsque nous ne sommes pas exploités directement, conformément à l'image donnée par le capitalisme, la fierté fait défaut et il ne reste que la honte.

Qui plus est, l'augmentation de la productivité entraîne pour nous un appauvrissement toujours plus grand relativement à ce que nous produisons. Que nous soyons futurs prolétaires, prolétaires, chômeurs, ou retraités, nous appartenons à la même classe. Nous avons le même intérêt fondamental : en finir avec le capitalisme et ses rapports de production qui nous bouffent.

Ce que prétend nous "donner" le capitalisme en échange de nos bons et loyaux services, que ce soit par l'intermédiaire des gages pour

apprentis, des salaires, du chômage ou de la retraite s'affaiblit toujours plus relativement à toutes les richesses que nous produisons ou avons contribué à produire. Tous ces prétendus progrès que sont l'augmentation de la productivité, l'automatisation, la robotisation, ne mènent donc qu'à une misère relative toujours plus grande.

Ainsi, quant à la retraite à 60 ans, le capitalisme n'a rien cédé du tout. C'est au contraire le prolétariat qui, par sa passivité, cède jour après jour sa place de sujet de l'histoire à la classe capitaliste.

Opposons à toutes ces conquêtes du capitalisme de véritables conquêtes ouvrières. Ce ne seront des conquêtes que dans la mesure où elles s'attaqueront au capital, où elles s'inséreront au mouvement communiste qui par la dictature du prolétariat mènera à la disparition de la société divisée en classes et donc à la disparition du prolétariat. S'attaquer au capitalisme signifie s'attaquer à son centre nerveux : à la plus-value, à l'accumulation, donc à notre exploitation. Pour cela nous devons nous organiser sur nos lieux de travail et à l'extérieur de ceux-ci en dehors et contre le trio Etat-syndicats-patrons, sans tenir compte de l'économie de l'entreprise, du cartel ou de la nation qui puisent leur force de notre capacité productive. Toutes ces "conquêtes ouvrières" et autre retraite à 60 ans respectent l'économie exploiteuse et par là-même ce sont des défaites ouvrières.

Vient de paraître en espagnol :

**ANÁLISIS DE UN VACÍO  
CINCUENTA AÑOS DESPUÉS DEL TROTSKISMO**  
POR G. MUNIS. ( PRIX 15 F )

**PUBLICATIONS DU F.O.R. :**

-en Français:

Parti-Etat, stalinisme, révolution	G. Munis	Ed. Spartacus	(112 pages)	13,50F
Les syndicats contre la révolution	B. Péret, G. Munis	Ed. Eric Losfeld	(94 pages)	10F
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial	G. Munis		(Reproduction photocopiée de l'édition de 1946, 45 pages)	25F
Fausse trajectoire de Révolution Internationale			(7 pages)	2F
Le "manifeste" des exégètes	B. Péret		(Reproduction photocopiée de l'édition de 1946, 29 pages)	20F

-bilingue Français-Espagnol:

Pour un second manifeste communiste	Ed. Eric Losfeld	(72 pages)	12F
-------------------------------------	------------------	------------	-----

-en Espagnol:

Jalones de derrota, promesa de victoria	G. Munis		(Reproduction fac-simile de l'édition de 1948, 517 pages)	39F
Llamamiento y exhorto a la nueva generacion	Imp. La ruche ouvrière		(20 pages)	4F
Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la			IV Internacional (Reproduction photocopiée de l'édition de 1949, 15 pages)	15F

Nous rappelons que la création du F.O.R. s'est effectuée en 1958. Les textes antérieurs à cette date n'expriment pas toujours des positions qui soient encore les nôtres aujourd'hui. Mis à part l'intérêt politique de ces textes, ils portent témoignage de la progression théorique qui a précédé la création du F.O.R..

**Abonnements**

**ALARME ORGANE du F.O.R. en France**  
1 an.....4n°.....20 F  
**ALARMA organe du F.O.R. en Espagne**  
1 an.....4n°.....20 F

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:  
ALARME  
CCP n°151628 U Paris

# NIGERIA: BARBARIE CAPITALISTE INTERNATIONALE

Au mois de février, deux millions de travailleurs immigrés ont été priés de vider les lieux du Nigéria quasiment du jour au lendemain, pour que le gouvernement puisse palier aux problèmes économiques que le pays traverse. Ce sont donc deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui se sont retrouvés sur les routes de leurs pays respectifs - Bénin, Togo, Tchad etc... - qu'ils avaient fui parce que incapables de subvenir aux besoins les plus primaires de leurs populations.

Les conditions de cette transhumance sauvage transformant les routes vers les frontières en camps de concentration mobiles ont été montrées et remontrées par la presse, "scoop" à l'appui, ne disputant la première place de la



place de la rubrique "Horreurs et Massacres" qu'à Klaus Barbie accusé de "crime contre l'humanité". Devant un tel spectacle, la population française s'est indignée, horrifiée par les images de violence et de désespoir de centaines de milliers de personnes brusquement rejetées vers "chez eux". Mais comme dans toute horreur médiatisée, seul le côté spectaculaire et quantitatif de cette atrocité a été exploité, faisant d'une mesure économique, justifiable par et pour le fonctionnement social actuel, "une Kolossal barbarie". Pour la Presse française, l'ensemble des partis politiques et la classe capitaliste en général il était nécessaire de mettre en relief l'aspect moral jésuitique d'une aberration sociale, inhumaine mais à laquelle nul ne pouvait finalement rien si ce n'est de "prier pour eux", d'aider pécuniairement ou de blamer le sauvage gouvernement nigérien.

Car le véritable crime, celui que l'on cache et qui nous fait haïr encore davantage la société capitaliste, ce crime intolérable c'est le droit qui est dénié à l'être humain de vivre où bon lui semble, d'y exercer une responsabilité plus complète d'homme libre. Plus rien aujourd'hui ne justifie le rejet de la vie sociale de quiconque, les moyens de subvenir aux besoins de chacun et d'accéder à un choix plus vaste d'expression de soi étant plus que développés. Ce droit est pourtant inexistant sur quelque endroit de la planète, ni dans les pays officiellement capitalistes ni dans ceux prétendument "communistes" (capitalistes d'Etat en fait où les camps de travail remplacent les agences pour l'emploi...)

Divisée en classes sociales antagoniques, la terre l'est aussi par les frontières : la carte d'identité "fait" l'être humain et non plus sa simple appartenance à la Terre ou à l'Univers. Carte d'identité et crise d'identité n'étant que les deux revers d'une même médaille, la médaille du déracinement de l'individu séparé, atomisé, déraciné et complètement dépossédé de tout accès à la production et reproduction de la vie. En uniformisant la planète, le capitalisme a imposé la seule loi qui a pris valeur humaine, la loi de profit tirée de l'exploitation de la force de travail d'une classe, le prolétariat, englobant non pas uniquement les "prolos aux mains sales" mais tous les individus qui n'ont qu'eux-mêmes à vendre pour survivre.

Au Nigéria, les mesures anti-immigrés ont reçu dans la population locale un écho plus que favorable, exacerbant la xénophobie et le nationalisme

crétin du peuple. En Allemagne la même décision a été prise, tout comme en France avec l'avènement de la gauche au pouvoir mais le tout enveloppé dans un jargon démocratico-moraliste, et tout aussi bien accepté.

Pour nous, communistes, il n'est pas questions de pleurnicher sur ce qui s'est passé au Nigéria ou ailleurs, mais d'agir pour que toutes les saloperies qui avilissent l'homme aujourd'hui disparaissent. La fin de l'exploitation de l'homme par l'homme doit marquer la fin de la division sociale et par là même de toutes les notions aujourd'hui présentées comme "normales", nécessaires" en vue de la sauvegarde d'une économie nationale quelconque : chômage, loisir, travail, retraite ou immigration. En dehors de l'alternative abolition du salariat ou destruction de l'humanité il n'y a pas de 3ème voie possible. La résurgence de la lutte de classe, pour en finir avec la recherche du profit tiré du travail humain au bénéfice d'une sacro-sainte économie exploiteuse, est pour nous l'unique voie dans laquelle doit s'engager tout individu qui se sent prêt à oeuvrer pour une société humaine. Que ce soit au Nigéria, en France ou n'importe où ailleurs.

**Pour toute correspondance:**

**ALARME**  
Boîte Postale **329**  
75624 Paris cedex 13

Imprimerie Borromée  
9 rue Borromée 75015 Paris  
Dépôt légal 1er trimestre 83  
Directeur de la publication  
P. Maréchal  
Commission paritaire n°61890

**ADRESSES DU FOR HORS DE FRANCE :**

- Espagne (ALARMA) : écrire à l'adresse suivante sans autre mention :  
APDO 5355 BARCELONA (ESPAGNE)
- Grèce (Komunistiko Vima) à l'adresse suivante sans autre mention :  
FOR, Sokratous 59, Atene (6<sup>of</sup>)  
Une permanence y est assurée  
chaque lundi de 19h à 20 h.
- Italie (ALLARME) : écrire à l'adresse en France.

**Permanences en France :**

- Paris : les seconds samedis de chaque mois de 14 à 16 h au café "au rond point" métro Père La Chaise.
- Tours : Tous les deux mois le dernier samedi de 15h à 17h au café "LE BORDEAUX" place de la gare. Cette fois ci, le 30 avril 1983.
- Clermont-ferrant : tous les 2ème vendredi de chaque mois au bar de la gare routière de 18h30 à 20h30.

**Attention !**

Nouvelle adresse de permanence à Paris et TOURS.

Nouvelle adresse pour contacter Le FAR en GRECE

§ Ecrivez-nous!  
§ Prenez contact avec nous!  
§ Militez pour la Révolution  
§ Socialiste!  
§

§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§

**SOUSCRIPTION**

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne, en Italie, en Grèce et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de: **ALARME**  
CCP n°151628 U Paris

§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§  
§§